



RAPPORT ANNUEL 2009

Crédit Mutuel du Centre



Crédit Mutuel du Centre

105, rue du faubourg Madeleine - 45920 Orléans Cedex 9
Tél : 02 38 77 60 00 - Fax : 02 38 77 63 00 - Télex : CREDIMU 780 862
www.creditmutuel.fr



SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES GLOBALISES.....Page 5

LES COMPTES GLOBALISES

Etats financiers au 31 décembre 2009.....Page 13

Annexe aux comptes globalisés.....Page 17

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes globalisés.....Page 39

Rapports des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementéesPage 43

Les chiffres clés du Crédit Mutuel du Centre

Activité du Crédit Mutuel du Centre au 31-12-2009

Encours épargne	6,9 milliards d'euros
Encours crédit	5,6 milliards d'euros
Assurance (portefeuille IARD)	65,7 millions d'euros
Bilan	7,6 milliards d'euros
Résultat net	24,4 millions d'euros
Fonds Propres (après affectation du résultat)	618 millions d'euros

Chiffres du Crédit Mutuel du Centre au 31-12-2009

Nombre d'agences	119
Nombre de clients	359 352
Nombre de salariés	1 195
Nombre d'administrateurs	825

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES GLOBALISES

Arrêtés au 31 décembre 2009

DU CREDIT MUTUEL DU CENTRE

Ce rapport a été établi pour vous présenter les résultats de la gestion du Crédit Mutuel du Centre durant l'exercice 2009, conformément aux dispositions de l'article 4 du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à l'établissement des comptes individuels annuels des établissements de crédit.

Les comptes annuels globalisés du Crédit Mutuel du Centre (CMC) sont établis sur la base d'un périmètre comprenant la Fédération Régionale des Caisses de Crédit Mutuel du Centre, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Centre et les 100 Caisses locales, conformément à l'article R 511-3 du code monétaire et financier.

Ce document comporte des informations sur :

- La vie économique du groupe,
- La vie juridique du groupe,
- les résultats du groupe (tableau annexe).

1) INFORMATIONS PORTANT SUR LA VIE ECONOMIQUE :

SITUATION DU GROUPE ET PRINCIPALES ACTIVITES

Le CMC se situe parmi une des premières banques régionales de la Région Centre et comme un partenaire de tout premier ordre pour le financement de l'activité économique. Au 31 décembre 2009, sur les 6 départements de la région centre, les parts de marché étaient de 8,53% pour les dépôts bancaires et de 10,89 % pour les engagements.

Au 31 décembre 2009, notre groupe compte 100 caisses locales constituant un réseau de 120 guichets. Ces guichets assurent la diffusion auprès des sociétaires et clients de l'ensemble des services bancaires, des produits financiers (titres et OPCVM), des produits d'assurance (VIE et IARD) et autres produits de diversification en termes de gestion patrimoniale.

La Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Centre (CFCMC) organise la solidité financière du CMC, son capital est contrôlé par l'ensemble des Caisses locales. La CFCMC est la centrale financière du groupe, elle assure à ce titre, le refinancement à long terme des crédits consentis par les caisses locales ainsi que le placement de leurs excédents de trésorerie. Elle assure également en direct la gestion des prêts distribués aux collectivités locales et aux entreprises de la région Centre.

La Fédération Régionale représente le CMC dans sa région, c'est aussi l'organe qui définit la stratégie du groupe régional et qui en organise le contrôle.

Avec les caisses locales rattachées, le Crédit Mutuel du Centre est l'un des 18 établissements de crédit affiliés à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER :

Afin de soutenir le système financier face à la crise financière, les banques centrales ont massivement baissé leur taux à court terme et inondé de liquidités le marché financier.

Si la confiance a été en partie retrouvée dans le domaine financier, la crise s'est étendue à toute l'économie entraînant une hausse du risque de crédit et une explosion du chômage au niveau mondial.

La récession s'est fortement aggravée surtout au premier semestre puisque l'on assiste à un recul annuel du PIB mondial de 1 %.

L'effet combiné des politiques budgétaires et monétaires ont permis un rebond de l'activité sur la fin 2009.

Mais des incertitudes pèsent quand à la poursuite de cette reprise. La demande des ménages et entreprises reste faible et pourrait se ralentir face à la fin des mesures de soutien à la consommation.

Les déséquilibres macro-économiques et monétaires n'ont pas disparu ils se sont même accrus avec le surendettement de certains états.

RESULTAT DES ACTIVITES :

Activités clientèle

Dans le domaine de l'épargne

L'encours d'épargne globale s'élève à 6,945 Milliards en progression de 242,1 M€ mais cette évolution demeure très contrastée.

Le développement de l'épargne bilancielle a été décevant au cours de l'année 2009. On assiste à un recul de 52,9 M€ de l'épargne bancaire particulièrement marqué au niveau des livrets. Le développement des livrets a été pénalisé par la baisse des taux réglementés et la banalisation du livret A.

Les comptes courants ont néanmoins progressé de 67,5 Millions d'euros.

Après avoir souffert du contexte de crise financière en 2008, l'épargne financière et l'épargne d'assurance ont enregistré de bonnes performances.

L'encours d'épargne financière a progressé de 95,5 Millions d'euros soit +12,93 % et celui de l'épargne d'assurance de 112 Millions d'euros soit 7,85 %.

Dans le domaine des crédits :

Malgré le contexte de crise, les encours de crédits s'élevant à 5,669 milliards d'euros ont connu un développement satisfaisant avec une progression de 277 Millions d'euros (+5,14 %).

Le CMC a distribué pour 1239 Millions d'euros de crédits contre 980 Millions d'euros en 2008. Le taux moyen de la production s'est élevé à 4,53 %

Les crédits à l'habitat et les crédits d'investissement ont enregistré les plus fortes progressions :

Crédits habitat + 183 Millions d'euros (+5,29 %)

Crédits d'investissement + 77 Millions d'euros (6,30 %)

Les crédits à la consommation ont été marqués par un développement plus modeste (5 Millions euros +1,65 %).

En raison du contexte de crise économique, les douteux nets ont augmenté de 11,9 M€ soit 33,91 %.

Dans le domaine des services

En 2009, 19 746 nouveaux clients ont été accueillis (13 963 clients majeurs et personnes morales). Notre stock a progressé de 3645 clients.

Les clients actifs privés évoluent encore trop faiblement soit 5619 en 2009 pour un objectif de 12 858.

Les contrats euro compte particuliers et professionnels progressent respectivement de 1505 et 128 contrats.

La téléphonie a généré la souscription de 7770 nouveaux contrats atteignant 81 % de l'objectif.

L'encours des primes IARD a progressé difficilement de 2,95 M€ soit 4,7 % en 2009 mais reste largement au dessus des performances moyennes des groupe de Crédit Mutuel.

Les ventes immobilières en liaison avec L'AFEDIM ont connu un vif succès soit 255 ventes pour 1,7 M€ de commissions clients perçues.

Activités financières

Les activités menées en 2009 s'inscrivent toutes dans le cadre et les limites de notre politique de gestion financière fixée par le comité ALM (dirigeants de la banque).

Par convention signée en avril 2005, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Centre a chargé la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) d'assurer pour son propre compte la réception et la transmission d'ordres sur les marchés financiers ainsi que la réalisation de ses activités post marchés.

Les opérations mises en œuvre par la Caisse Fédérale comprennent essentiellement la gestion du refinancement à moyen et long terme du groupe, la gestion de bilan du groupe CMC et accessoirement la gestion du portefeuille titres.

Gestion de refinancement à moyen et long terme

Afin de limiter son risque de défaut de marché constaté lors de la crise financière, le CMC a continué à rallonger la durée de ses refinancements.

Le besoin de refinancement est suivi mensuellement par la cellule ALM à partir des données réelles de la production commerciale et du solde net des opérations et /ou des tombées d'emprunts.

Le CMC a continué à emprunter à moyen terme pour couvrir ses tombées 2009, faire face à la forte production de crédit non couverte par des dépôts bancaires et il a voulu également anticiper notamment en fin 2009 les échéances importantes sur 2010 de l'ordre de 452 Millions d'euros.

Ces emprunts ont été réalisés en majeure partie à taux fixe pour ne pas détériorer les ratios.

Le CMC a donc eu recours aux prêts garantis par l'état de la SFEF par l'intermédiaire de la BFCM sa banque de financement et de marché jusqu'en septembre 2009.

Le CMC a souscrit pour un montant de 122,7 M€aux opérations de marché de la SFEF au 31/12/2009 au taux moyen de 2,53 %.

La décentralisation du livret A / LDD a permis de récupérer un montant de 98 M€de liquidités.

Les besoins nets de trésorerie s'élèvent à 1652 M€en 2009 contre 1522 M€en 2008.

Gestion de bilan du groupe CMC

La gestion Actif Passif valorise régulièrement l'impasse en liquidités et l'impasse en taux pour analyse par le comité ALM.

Les risques constatés sont rapprochés des limites internes et des ratios réglementaires pour évaluer régulièrement les besoins de refinancement ou de couverture.

En raison de la forte baisse des taux de marché en 2009, le cout des swaps de Macro couverture s'est élevé à 18,3 Millions d'euros.

Dans le cadre du pilier II de bale II, la mise en place de cette couverture a permis une amélioration de la sensibilité la Valeur Actualisée Nette du bilan (VAN) lorsque la courbe des taux est déformée.

Par convention réglementaire, un déplacement linéaire de la courbe des taux de +200/-200 points de base (2 %) ne doit pas représenter plus de 20 % des fonds propres (la limite interne retenue au CMC est de +/- 10 % des Fonds Propres). L'analyse menée sur l'ensemble du bilan du groupe de fin 2009 montre que l'impact sur les fonds propres est de - 0,46%/-0,34 % lorsqu'on enregistre une variation des taux de + ou - 2% ; le niveau de fonds propres s'avère donc tout à fait compatible avec le risque encouru.

Le CMC satisfait aux obligations du nouveau ratio de transformation ressources/emplois. Aucune limite n'est dépassée ni scénario statique, ni en scénario dynamique.

La couverture minimale des emplois par les ressources de même durée pour les maturités allant du 3 mois au 5 ans doit s'élever à 87 %.

La limite interne fixée au niveau du groupe est de 87 % avec un seuil d'alerte à 90 %.

Le CMC a maintenu son coefficient de liquidité à un niveau élevé de manière prudentielle compte tenu des incertitudes qui ont pesé sur le refinancement sur une partie de l'année 2009. Le coefficient à 1 mois s'élevait à 155 au 31 12 2009 au dessus de la limite réglementaire fixée à 100 % et en interne à 115 %.

Gestion du portefeuille titres

Ce portefeuille fait l'objet de la convention de prestations de services par BFCM et est totalement financé par des emprunts auprès de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Centre Est Europe afin que cette activité

n'ait pas d'impact sur nos liquidités. Depuis septembre 2008, le CMC a cessé ses activités de gestion de portefeuille.

Au 31/12/2009, le portefeuille placement s'élève à 54,7 M€

En raison de la baisse des taux sur les marchés financiers, les dépréciations constituées à l'issue de la crise financière ont été reprises pour un montant de 2,8 M€

Les obligations de la banque MONTE DEI PASCHI DI SIENA détenues pour un montant de 13,5 M€ ont fait l'objet d'une cession en raison de la dégradation de leur cotation de B à C+

Le CMC a procédé à la cession partielle de son portefeuille OPCVM, l'encours est passé de 9,1 M€ à fin 2008 à 2,3 M€ à fin 2009.

Au 31/12/2009, le portefeuille investissement s'élève à 35,4 M€ Aucun transfert de titres n'a eu lieu au cours de l'année.

Suite à la dégradation du rating, le Comité ALM a décidé de vendre la ligne ALLIED IRISH BANK GROUP DUBLIN. Les titres n'ont toujours pas été cédés au 31 décembre 2009.

Suite à la procédure de règlement judiciaire de LEHMAN BROTHERS en 2008, les titres détenus sur cette contrepartie pour 5 000 K€ avaient été déclassés en douteux compromis et provisionnés à hauteur de 90 % pour un montant de 4 500 K€

Les titres LEHMAN BROTHERS ont été cédés pour un montant de 688 K€ en 2009, la moins value de cession de 4312 K€ a été couverte par la reprise de provision.

La rentabilité :

La **Marge Financière** enregistre sur 2009 une évolution négative de 1,3 M€ (-1,63 %).

La baisse de la marge financière est liée essentiellement à l'impact négatif du coût de la couverture des swaps de macro couverture soit 18,3 M€

Cette couverture mise en place en 2007 permet d'assurer le respect des ratios suite à la forte production des crédits de 2005 /2006.

Le taux moyen des crédits est stable puisqu'il passe de 4,321 % à 4,324 %.

Le coût de la ressource CMC se situe à 3,05 % en baisse de 0,22 %.

Les **Commissions nettes** ont progressé de 2,3 M€ Cette bonne évolution provient des commissions d'assurances +12 % et de services 65 %.

Conséquence de la crise financière, les dividendes ont baissé de 60,95, % (- 4,1 M€).

Les provisions sur les titres de placements réalisées en 2008 ont été reprises pour un montant de 2,8 M€ du fait de la détente des taux sur les marchés financiers.

Le **PNB** a atteint 146,6 M€ en 2009 contre 147,1 M€ en 2008 soit une diminution de 0,40 %.

Les **Frais Généraux** (amortissements compris) 106,2 M€ ont augmenté de 0,956 M€ soit 0,91 % par rapport à 2008.

Le **Coefficient d'Exploitation** (calculé selon la norme de la Commission Bancaire) s'améliore de près d'un point à 73,16 % à fin 2009 contre 74,06 % à fin 2008.

Le **Coût du risque** s'élève à 6,3 M€ en baisse de 2,76 M€ soit 29,57 %. Une reprise de PGRC (Provision Générale du Risque de Crédit) permet d'afficher un coût du risque en diminution. Mais le coût du risque client passe de 3 M€ à 13 M€

Le taux de couverture des douteux est passé de 64,58% au 31/12/2008 à 59,60 % au 31 12 2009.

Le **résultat net** s'élève ainsi à 24,4 M€ en en augmentation de 47,83 % par rapport à 2008 après une dotation nette de l'exercice au FRBG de 0,481 M€

Pour l'exercice 2009, un montant de 9,2 M€ sera affecté à la rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires du Crédit Mutuel du Centre.

La **Marge Nette d'Autofinancement** (MNA), c'est-à-dire le résultat avant dotation au FRBG mais après rémunération du capital, s'élève à 15,6 M€ en 2009 contre 51 M€ en 2008. (La MNA 2008 était composée d'une plus value de 42 M€ sur cession de titres de participation).

La Solvabilité :

Ces résultats portent **les fonds propres nets**, après répartition du résultat 2009 à **618,7 M€**, se décomposant en 329,3 M€ de réserves et assimilés et 289,4 M€ de parts sociales.

La couverture de nos risques est toujours correctement assurée puisque **le ratio de solvabilité « tier one » s'élève à 15,85 % au 31/12/09** contre 13,14 % à fin 2008 (pour un niveau minimum requis de 8 % pour le ratio global).

Ce ratio est issu de la **déclaration réglementaire Pilier I Bale II (état CAFP)** avec prise en compte des exigences transitoires.

Intérêts des parts sociales mis en paiement des 3 derniers exercices :

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les dividendes des parts sociales mis en paiement pour les 3 exercices précédents, ont été les suivants:

Exercice	Intérêt versé	Régime fiscal
2006	4 023 K€	intérêt éligible à abattement prévu par l'article 158-3 du CGI
2007	5 674 K€	intérêt éligible à abattement prévu par l'article 158-3 du CGI
2008	7 927 K€	intérêt éligible à abattement prévu par l'article 158-3 du CGI

PERSPECTIVES ET STRATEGIES DU GROUPE

Mise en Commun de Moyens

Une mise en commun de moyens a vu le jour dans le groupe CM-CIC avec la création du GIE CM-CIC Services. Le GIE CM-CIC Services effectue pour le compte de ses membres des prestations regroupées en plusieurs domaines (moyens de paiement, logistique, plateforme, supports, stocks...).

Les coûts liés à ces prestations font l'objet d'une répartition sans marge des unités d'œuvres propres à chaque filière.

Le Conseil Fédéral a donné son accord en date du 26 janvier 2009 pour une adhésion du CMC au GIE CM-CIC Services.

Le CMC a décidé d'adhérer au GIE CM-CIC Services pour :

- Optimiser la qualité d'exploitation à terme en assurant une meilleure qualité de service,
- Optimiser les coûts à terme et rechercher une baisse du coefficient d'exploitation,
- Intégrer les collaborateurs du CMC et préserver les emplois par l'implantation à Orléans de 3 activités Un secteur **Logistique** (immeubles et sécurité réseau, moyens généraux, gestion du parc matériel), une plate forme **Successions**, et une plate forme **SVP Bancassurance**.

Les services Moyens de paiement, Logistique, SVP Bancassurance, Epargne bancaire et Successions ont été intégrés dans le GIE sur 2008-2009. Le service Gestion Crédits rejoindra CM-CIC Services en 2010.

Convergence entre le CMC et la Groupe CM5-CIC

La direction du CMC a lancé une étude en vue d'un rapprochement entre le CMC et le Groupe CM5-CIC dans l'optique d'une application à partir du 01 janvier 2011.

2°) INFORMATIONS PORTANT SUR LA VIE JURIDIQUE :

LES FILIALES:

SCI du Crédit Mutuel

La SCICM est détenue à 100 % par le CMC et exerce une activité de mise à disposition d'immeubles pour les agences.

SARL Société Immobilière du Centre

Détenue à 100 % par le CMC, la SARL exerce uniquement une activité de marchand de biens, l'activité d'agents immobiliers a disparu en raison de la nouvelle offre de produits immobiliers AFEDIM (partenaire national CM-CIC) plus diversifiée au niveau national.

Activité des filiales (en K€)

EXERCICE 2009	Chiffre d'affaires	Résultat net
SCICM	3 236	-170
SARL IMMOBILIERE DU CENTRE	10	-4

PARTICIPATIONS

GIE CLOE Fournitures

La CMC détient une participation à hauteur de 35 % dans le GIE CLOE FOURNITURES (350 K€). Cette société a cessé en 2009 son activité. Le CMC utilise les services de la Société SOFEDIS société du groupe CM-CIC, pour la distribution des fournitures de bureau et imprimés.

SODELEM

La CMC détient 9,8 % du capital de Sodelem qui exerce une activité de crédit bail mobilier et d'opérations de financements locatifs d'équipement pour notre clientèle d'entreprises et de professionnels.

BFCM

Le CMC détient 0,69 % du capital de BFCM pour un montant de 87 750 K€

Subvention à la fondation du CMC

La Fondation du CMC a pour but de favoriser l'insertion des jeunes dans la vie économique et sociale, elle a été prorogée le 06 juillet 2007 de six années.

Au cours de l'exercice 2009, la Caisse Fédérale a versé une dotation annuelle de 80 000 € au profit de la Fondation.

Notre Fondation pour les Jeunes a financé 69 projets en 2009, marquant ainsi notre volonté de permettre aux jeunes d'exprimer leur sens de l'initiative et de la solidarité.

COMPTES CONSOLIDÉS

Le CMC n'établit pas de comptes consolidés. Au regard de la réglementation comptable, une entreprise sous contrôle est comprise dans le périmètre de consolidation que si elle présente un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation. Ce caractère non significatif est apprécié chaque année sous le contrôle de nos commissaires aux comptes.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L225-102-1-alinéa 3 du Code de Commerce, nous tenons à disposition la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Caisse Fédérale.

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à disposition les rapports de vos commissaires aux comptes

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun évènement important n'est survenu depuis la date de clôture de l'exercice.

SOLDE DES DETTES A L'EGARD DES FOURNISSEURS PAR DATE D'ECHEANCE AU 31/12/2009 (en Euros) :

Conformément au décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008, nous vous communiquons le montant de dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.

Date d'échéance	Solde	Date de comptabilisation
06/01/2010	140 256 €	31/12/2009
08/01/2010	5 376 €	26/11/2009
08/01/2010	15 587 €	14/12/2009
08/01/2010	6 798 €	22/12/2009
08/01/2010	43 €	28/12/2009
10/01/2010	4 908 €	21/12/2009
15/01/2010	508 €	22/12/2009
21/01/2010	2 405 €	21/12/2009
22/01/2010	801 €	28/12/2009
25/01/2010	-1 448 €	22/06/2009
25/01/2010	43 561 €	14/12/2009
25/01/2010	4 429 €	17/12/2009
25/01/2010	25 810 €	22/12/2009
25/01/2010	33 333 €	31/12/2009
01/02/2010	27 €	31/12/2009
05/02/2010	282 €	22/12/2009
05/02/2010	9 806 €	31/12/2009
08/02/2010	503 €	31/12/2009
22/02/2010	594 €	31/12/2009
	293 579 €	

3°) TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES :

RUBRIQUES	2005	2006	2007	2008	2009
SITUATION FINANCIERE FIN D'EXERCICE					
Capital social	152 310 323	164 297 725	242 109 375	269 348 867	289 451 253
Nombre de parts sociales existantes :					
Parts A (parts 1 Euro)	6 060 086	6 113 396	6 056 697	5 982 828	5 986 484
Parts B (parts 1Euro)	139 950 057	151 884 149	174 752 528	183 865 87 4	203 864 604
Parts administrateurs (parts d'1 Euro)	180	180	150	165	165
Nombre de parts sociales à intérêt prioritaire (1€)	6 300 000	6 300 000	/	/	/
Nombre de parts sociales d'associés non coopérateurs (PANC d'un euro)	/	/	61 300 000	79 600 000	79 600 000
Nombre de parts sociales à créer	société à capital variable				
RESULTATS DE L'EXERCICE (En milliers)					
Produits d'exploitation bancaire	283 370	318 118	375 474	434 950	378 465
Résultat avant impôts et dotations aux provisions et aux amortissements et participation	53 164	49 593	47 645	47 472	34 246
impôts sur les bénéfices	14 992	13 819	11 925	11 157	8 822
Participation des salariés	1 346	1 200	410	411	120
Résultat après impôts et dotations aux provisions et aux amortissements	16 012	16 429	17 097	16 523	24 426
Résultat distribué	3 761	4 023	5 674	7 927	9 286
RESULTAT POUR 1 PART SOCIALE DE 1 €					
Résultat avant impôts et dotations aux provisions et aux amortissements et participation	0,35 €	0,30 €	0,20 €	0,18 €	0,12 €
Résultat après impôts et dotations aux provisions et aux amortissements	0,11 €	0,10 €	0,07 €	0,06 €	0,08 €
Dividende servi à chacune des parts sociales A	/	/	/	/	/
Dividende servi à chacune des parts sociales B	0,026 €	0,026 €	0,03 €	0,0315 €	0,0330 €
Dividende servi à chacune des parts sociales à intérêt prioritaire	0,026 €	0,026 €	/	/	/
Dividende servi à chacune des parts sociales d'associés non coopérateurs	/	/	0,03 €	0,0315 €	0,0330 €

COMPTES GLOBALISES DU CREDIT MUTUEL DU CENTRE

Etats Financiers au 31 décembre 2009



LOIRET LOIRET
CHER EURE-ET-LOIR INDRE INDRE-ET-LOIRE LOIRET LOIRET-ET-LOIR INDRE INDRE-ET-LOIRE
INDRE INDRE-ET-LOIRE LOIRET LOIR-ET-CHER CHER EURE-ET-LOIR INDRE INDRE-ET-LOIRE LOIRET LOIR-ET-CHER CHER EURE-ET-LOIR IN
LOIRET LOIR-ET-CHER CHER EURE-ET-LOIR INDRE INDRE-ET-LOIRE LOIRET LOIR-ET-CHER CHER EURE-ET-LOIR IN
EURE-ET-LOIR
INDRE-ET-LOIRE
INDRE-ET-LOIRE LOIRET LOIR-ET-CHER CHER EURE-ET-LOIR INDRE INDRE-ET-LOIRE LOIRET
LOIRET-ET-LOIR INDRE INDRE-ET-LOIRE LOIRET LOIR-ET-CHER CHER E

2009 EN CHIFFRES



BILAN au 31 DECEMBRE 2009 (en milliers d'euros)

ACTIF	31.12.2009	31.12.2008
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	16 529	20 305
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 490 941	1 652 795
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	5 697 042	5 412 366
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	87 287	130 764
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	1 828	8 147
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3 552	3 584
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	132 114	130 175
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	0	0
LOCATION SIMPLE	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 354	2 957
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 090	29 600
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE	0	0
ACTIONS PROPRES	0	0
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT	0	0
AUTRES ACTIFS	91 593	90 590
COMPTES DE REGULARISATION	49 910	52 490
TOTAL DE L'ACTIF	7 603 240	7 533 773

PASSIF	31.12.2009	31.12.2008
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 039 053	2 012 866
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 543 061	4 494 318
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	261 259	309 259
AUTRES PASSIFS	18 359	24 249
COMPTES DE REGULARISATION	72 216	56 430
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT	0	0
PROVISIONS	41 275	45 715
DETTES SUBORDONNEES	0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	139 498	139 018
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	488 519	451 918
Capital souscrit	289 451	269 349
Prime d'émission	0	0
Réserves	174 642	166 046
Résultat en instance d'affectation	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+ / -)	0	0
Résultat de l'exercice (+ / -)	24 426	16 523
TOTAL DU PASSIF	7 603 240	7 533 773

HORS-BILAN	31.12.2009	31.12.2008
ENGAGEMENTS DONNES		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	592 480	498 754
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	117 249	115 259
ENGAGEMENTS SUR TITRES	489	672
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	498 030	477 168
ENGAGEMENTS SUR TITRES	489	672

COMPTE DE RESULTAT au 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)

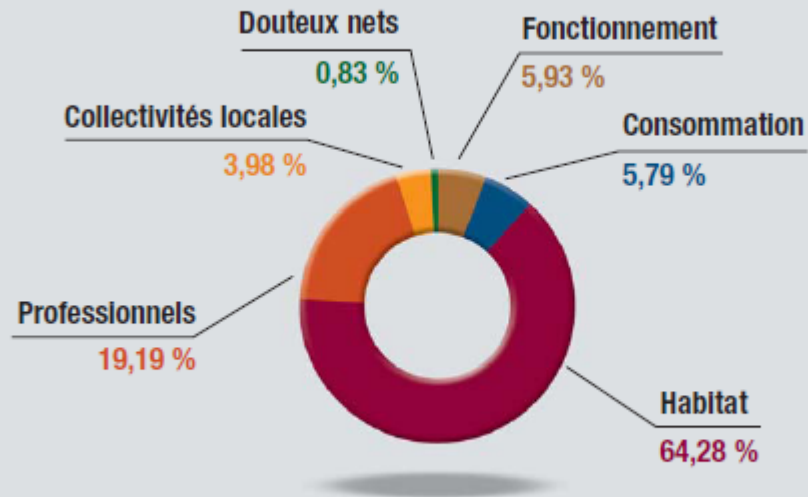
	31.12.2009	31.12.2008
+ Intérêts et produits assimilés	294 730	353 590
- Intérêts et charges assimilés	-218 890	-274 641
+ Produits sur opérations de crédit bail et assimilés	0	0
- Charges sur opérations de crédit bail et assimilés	0	0
+ Produits sur opérations de location simple	0	0
- Charges sur opérations de location simple	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	2 643	6 767
+ Commissions (produits)	77 849	73 770
- Commissions (charges)	-11 598	-9 785
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	24	57
+ / - Gains ou pertes sur opérations des portef. placement ou assimilés	2 788	-2 539
+ Autres produits d'exploitation bancaire	432	766
- Autres charges d'exploitation bancaire	-1 375	-797
PRODUIT NET BANCAIRE	146 603	147 188
- Charges générales d'exploitation	-101 947	-100 127
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-4 256	-5 119
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	40 400	41 942
+ / - Coût du risque	-6 375	-9 051
RESULTAT D'EXPLOITATION	34 025	32 891
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-296	37 773
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	33 729	70 664
+/- Résultat exceptionnel	0	-524
- Impôt sur les bénéfices	-8 822	-11 157
+ / - Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	-481	-42 460
RESULTAT NET	24 426	16 523

**Comptes globalisés
du Crédit Mutuel du Centre**

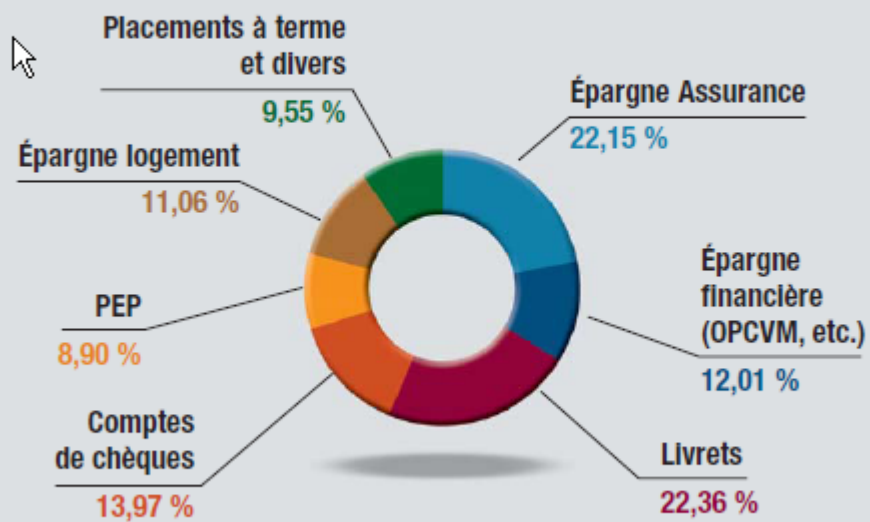
ANNEXE AUX COMPTES PUBLIABLES



Structure de l'encours des crédits au 31-12-09



Structure de l'encours d'Épargne globale au 31-12-2009



ANNEXE aux Comptes Annuels globalisés 2009 du Crédit Mutuel du Centre

Le Crédit Mutuel du Centre (CMC) est l'un des groupes bancaires régionaux adhérant à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (CNCM), organe central au sens du code Monétaire et Financier.

Cette annexe comporte des informations sur :

1. Les faits marquants de l'exercice,
2. Le périmètre comptable,
3. Les principes comptables et méthodes d'évaluation,
4. Les postes du bilan, du hors-bilan, du compte de résultat et autres informations.

Préambule : Les informations chiffrées sauf indication contraire sont exprimées en K€

1 LES FAITS MARQUANTS

1.1 Cession des obligations LEHMAN BROTHERS :

Le CMC détenait des ETMN émis en euros pour un nominal de 5 000 K€ sur Lehman Brothers (échéance Avril 2011).

Ces titres étaient classés en portefeuille d'investissement.

Suite à la procédure de règlement judiciaire de cette contrepartie en 2008, ces titres avaient fait l'objet d'un déclassement comptable en compte douteux compromis et d'une provision à hauteur de 90 % pour un montant de 4 500 K€

Le 29 mai 2009, les titres ont été cédés pour un montant de 688 K€

La moins value de cession des titres de 4312 K€ a été couverte par la reprise de provision de 4500 K€

1.2 Emprunts de la SFEF

Pour faire face à la crise de liquidité touchant les établissements de crédit, les pouvoirs publics ont mis en place une structure : **Société de Financement de l'Economie Française (SFEF)** pour assurer le refinancement des établissements de crédit

La SFEF a octroyé des prêts aux banques jusqu'en septembre 2009.

Ces emprunts sont adossés à un collatéral sous forme de mobilisation de créances en application de l'article L.211-38 du Code Monétaire et Financier.

Les déclarations de créances sont faites par CM-CIC Marché.

Le Crédit Mutuel du Centre a souscrit via la BFCM plusieurs emprunts SFEF pour un encours global de 122 723K€ au 31 12 2009 au taux moyen de 2,53 %.

1.3 Adhésion au GIE CM-CIC Services

Une mise en commun de moyens a vu le jour dans le groupe CM-CIC avec la création du GIE CM-CIC Services. Le GIE CM-CIC Services effectue pour le compte de ses membres des prestations regroupées en plusieurs domaines (moyens de paiement, logistique, plateforme, supports, stocks...)

Les coûts liés à ces prestations font l'objet d'une répartition sans marge des unités d'œuvres propres à chaque filière.

Le Conseil Fédéral a donné son accord en date du 26 janvier 2009 pour une adhésion du CMC au GIE CM-CIC Services

1.4 Convergence entre le CMC et le Groupe CM5-CIC

La direction du CMC a lancé une étude en vue d'un rapprochement entre le CMC et le Groupe CM5-CIC dans l'optique d'une application à partir du 01 janvier 2011.

1..5 Dégradation du risque de crédit.

Suite à la chute de l'activité économique, le CMC a connu une dégradation de son risque de crédit.

Le cout du risque est passé de 3051 K€(hors dotation PGRC et LEHMAN BROTHERS) en 2008 à un montant de 13 242 K€en 2009 (hors reprise provision sur PGRC).

Une reprise de la provision générale du risque de crédit (provision ex ante) a été réalisée pour un montant de 6 868 K€afin de couvrir la montée des risques.

2 LE PERIMETRE COMPTABLE

2.1 Les comptes annuels du Crédit Mutuel du Centre :

Les comptes annuels globalisés du CMC sont établis sur la base d'un périmètre comprenant la Fédération Régionale des Caisses de Crédit Mutuel du Centre, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel du Centre et les 100 Caisses locales, conformément à l'article R 511-3 du code monétaire et financier.

Eu égard au caractère non significatif des filiales, le CMC ne rattache pas celles-ci au périmètre de ses comptes au sens du règlement CRC 99-07 du 24 novembre 1999. Sur ce point, le CMC avait obtenu par courrier du 11 décembre 1997 de la Commission Bancaire, une dispense d'établir des comptes consolidés. Le caractère non significatif des filiales est apprécié annuellement sous le contrôle des commissaires aux comptes.

2.2 Comptes consolidés nationaux du groupe Crédit Mutuel-CIC :

Le CMC est intégré dans les comptes consolidés nationaux du groupe CM-CIC. L'entité consolidante est composée de l'ensemble des Fédérations, des Caisses Locales et Caisses Fédérales de Crédit Mutuel. A ce titre, le CMC fait partie de l'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel-CIC.

Relations financières avec la Confédération Nationale du Crédit Mutuel (CNCM) et les différents groupes composant le réseau :

Le CMC est un établissement affilié à un organe central (la CNCM) au sens de l'article L511-30 du Code Monétaire et Financier et entretient à ce titre des relations financières avec les établissements qui composent ce réseau. Le détail de ces relations financières est indiqué dans le chapitre « poste du bilan, du hors bilan et du compte de résultat ».

2.3 Implantation à l'étranger

En application des dispositions de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier le CMC déclare n'avoir aucune implantation ou exercer aucune activité dans les états ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux enseignements bancaires.

3 LES PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels globalisés sont établis **en normes CNC**, en conformité avec les principes comptables généraux et avec le règlement n° 91-01 du 16 janvier 1991 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF) ainsi que ses modifications subséquentes et notamment par le règlement 2000-03 du 04 juillet 2000 du Comité de la Réglementation Comptable.

3.1 IMMOBILISATIONS

Immobilisations corporelles

Ces immobilisations sont comptabilisées selon les dispositions du CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et du CRC 2002-10 relatif aux amortissements et dépréciations des actifs.

Les constructions et agencements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition par composant et sont amortis selon la durée de vie propre à chaque composant selon le mode linéaire.

Les frais d'acquisition s'ils présentent un caractère significatif sont comptabilisés et amortis selon les mêmes conditions que ces immobilisations.

Les autres immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties en fonction de leur durée de vie probable selon le mode linéaire.

Nomenclature	durées d'amortissement économique retenues
Constructions structure	40 ans
Clos et couverts	30 ans
Equipements de constructions	20 ans
Agencements et Installations	10 ans
Mobilier et matériel	5-10 ans
Matériel roulant	4 ans
Matériel Informatique	3-5ans

Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués au coût historique. Ces titres font l'objet de provisions individuelles lorsque leur valeur d'inventaire, appréciée par référence à la valeur d'utilité, est inférieure au prix d'acquisition.

La valeur d'utilité représentant ce que le CMC accepterait de décaisser pour obtenir cette participation s'il avait à l'acquérir. La référence retenue s'appuie sur les éléments suivants :

- Critères objectifs (cours moyen de bourse des derniers mois, rentabilité, capitaux propres)
- Eléments prévisionnels (perspective de rentabilité, de réalisation, conjoncture économique)
- Critères subjectifs (utilité pour le CMC).

3.2 PORTEFEUILLE TITRES

Titres de placement et d'investissement

Le Crédit Mutuel du Centre applique les dispositions prévues dans les règlements 2008-10 et 2005-01 du CRC modifiant le règlement CRBF 91-01.

Les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition coupons courus exclus pour les obligations et coupons courus inclus pour les titres de créances négociables.

Les titres de placement donnent lieu à provision dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable (surcote /décote incluse).

Les titres d'investissement sont comptabilisés comme les titres de placement mais les moins values latentes résultant de la hausse des taux ne donnent pas lieu à provision.

Pour ces 2 portefeuilles, les surcotes/décotes sont amorties selon la méthode actuarielle.

3.3 CREANCES CLIENTS

Les crédits consentis à la clientèle figurent à l'actif du bilan pour le montant du capital restant dû. Aucun crédit à durée indéterminée n'est accordé à la clientèle.

Le CMC utilise le système de cotation de créance du CM-CIC

Les créances douteuses sont incluses pour leur montant net de provisions.

Les créances douteuses représentent des créances de toute nature même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de 3, 6 ou 9 mois selon le type de crédit ou tout dossier présentant un caractère contentieux.

Au CMC, tout déclenchement de procédure contentieuse entraîne systématiquement la déchéance du terme. L'identification des créances entre encours douteux et douteux compromis respecte les dispositions du règlement CRC 2002-03 du 12 décembre 2002 relatif au traitement comptable du risque de crédit. Suite à l'entrée en vigueur du règlement CRC 2002-03, le classement en douteux compromis intervient à la déchéance du terme. En tout état de cause, l'identification en douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Les créances inscrites au bilan qui représentent un risque de non recouvrabilité font l'objet d'une provision. Ces provisions déterminées client par client, viennent minorer l'actif et sont évaluées en fonction des événements en cours rendant probable la perte.

Le CMC applique la méthode d'actualisation des provisions conformément à l'article 13 du CRC 2002-03. Le calcul de la provision actualisée sur créances douteuses prend en compte le montant recouvrable de la créance, auquel on affecte une série de recouvrement statistique moyenne issue des travaux sur BALE II sur la détermination de la LGD (Loss Given Default) en fonction de sa date de déclassement. Cette distribution de recouvrement est actualisée au taux de la créance au moment du déclassement en douteux.

3.4 PROVISIONS

Ces provisions sont affectées à un risque précis, essentiellement pour perte probable sur engagements clientèle ou une charge future.

Les risques clientèle résultant d'engagements de hors bilan sont évalués individuellement et les provisions éventuelles sont portées au **passif du bilan**.

Les risques de pertes futures et non avérées sur les crédits à la clientèle sont évalués statistiquement par nature de crédit et font l'objet d'une provision portée au **passif du bilan**.

3.5 PROVISION SUR LES ENGAGEMENTS A LONG TERME ACCORDES AUX SALARIES :

L'évaluation des engagements en matière de passifs sociaux à long terme ne porte que sur les sommes inscrites par les salariés au crédit de leur Compte d'Épargne Temps (CET). Il n'existe pas d'engagements en matière de retraite. Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière et ceux relatifs aux primes de médailles du travail sont couverts par des contrats d'assurance souscrits auprès des ACM.

Les engagements sur Comptes Épargne Temps (CET) sont évalués selon la même méthode que les congés payés en fonction du nombre de jours abondés par chaque salarié ; le passif correspondant ainsi évalué est comptabilisé dans les charges à payer pour congés payés.

3.6 PROVISION EPARGNE LOGEMENT :

Les Comptes Épargne Logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

3.7 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En application du règlement n° 90-02 du CRBF, un fonds bancaire pour risques généraux (FRBG) a été constitué.

Ce FRBG est destiné à couvrir des risques généraux inhérents aux opérations bancaires n'ayant pas fait, par ailleurs, l'objet de provisions pour risques et charges. Cette rubrique comporte une provision pour risques généraux et une dotation au fonds de solidarité fédéral conformément à la réglementation du Crédit Mutuel. Les dotations et reprises figurent au compte de résultat.

3.8 ENGAGEMENTS HORS BILAN :

La rubrique du hors bilan publiable se compose :

- des engagements de financement et garanties donnés essentiellement en faveur de la clientèle,
- des engagements de garantie reçus de la part des établissements de crédit (sociétés financières principalement).
- les engagements sur titres à recevoir ou à livrer.

3.9 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME (swaps)

Ces opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions des règlements 88-02 du 22 février 1988 et 90-15 du 18 décembre 1990 et les textes subséquents du CRBF.

Les contrats d'échange de taux d'intérêt sont classés en :

- Portefeuille de transaction (portefeuille dit de catégorie A) ayant pour objet de maintenir des positions ouvertes isolées afin le cas échéant de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt.
- Portefeuille de micro-couverture (portefeuille dit de catégorie B) en vue d'assurer la couverture d'un risque de taux d'un élément isolé du bilan. Les swaps de micro-couverture ne sont pas réévalués lorsque l'élément couvert n'est pas évalué au prix de marché. Ces swaps sont transférés dans la catégorie A position ouverte isolée lorsque l'élément couvert arrive à échéance.
- Portefeuille de macro-couverture (portefeuille dit de catégorie C) en vue de couvrir et de gérer le risque global de l'établissement sur l'actif, le passif et le hors bilan. L'établissement mesure de manière périodique son risque de taux global et est en mesure de justifier que globalement les contrats comptabilisés permettent de réduire effectivement le risque global de taux d'intérêt.

Les contrats correspondant à chacune des catégories décrites ci-dessus sont dès leur conclusion comptabilisés dans des comptes distincts. Les risques et les résultats de chaque catégorie font également l'objet d'un suivi spécifique.

Les intérêts sont calculés au prorata temporis. Les charges et produits courus sur un même contrat font l'objet d'un enregistrement pour leur montant brut.

3.10 COMMISSIONS

Les commissions reçues ou payées sont comptabilisées à l'encaissement. Certaines commissions sont fixées en fonction des coûts du service rendu ou sont liées à des dysfonctionnements. Elles peuvent être déterminées contractuellement (commission de rémunération d'un risque) ou à partir de clé de répartition (moyens de paiement).

3.11 CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

Aucun changement de méthode comptable n'a été constaté au cours de l'exercice.

4 POSTES DU BILAN, DU HORS BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT ET AUTRES INFORMATIONS

4.1 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

VENTILATION DES CREANCES SELON LA DUREE RESIDUELLE

Rubriques	D <= 3mois	3 mois < D <=1 an	1 an < D <= 5ans	D > 5 ans	Total
Caisse, Banque Centrale, CCP	16 529				16 529
Créances sur Ets de Crédit					1 490 941
comptes à vue (1)	222 003				222 003
comptes et prêts à terme (2) non compris prêts subordonnés	155 505	106 286	276 616	722 029	1 260 436
Prêts subordonnés	44			8 458	8 502
Titres de placement					54 663
Obligations	8 850	42 997			51 847
OPCVM et Actions				2 816	2 816
Titres d'investissement					35 375
Obligations	35		35 340		35 375

Dont opérations internes avec le réseau

(1) à vue: 221 086

(2) à terme : 351 061

DETAIL DES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Rubriques	Montant	Créances douteuses	Douteux compromis	Provisions	Créances rattachées	Total 31.12.09	Total 31.12.08
Créances commerciales	27 082	1 719	1 642	-820		29 623	41 650
Autres concours à la clientèle	5 521 812	20 739	75 132	-54 497	20 445	5 583 631	5 293 833
Crédits de trésorerie	499 697				1 682		
Crédits à l'équipement	1 149 892				11 642		
Prêts à l'habitat	3 682 418				6 408		
Autres crédits à la clientèle	189 723				713		
valeurs non imputées	82						
Comptes ordinaires débiteurs	80 411	2 094	15 734	-14 451		83 788	76 883
TOTAL	5 629 305	24 552	92 508	-69 768	20 445	5 697 042	5 412 366

Le CMC ne participe pas au mécanisme de refinancement de créances au Système Européen de Banque Centrale. Aucune information ne sera transmise sur la ventilation des créances sur les établissements de crédits et à la clientèle éligibles au système de refinancement

VENTILATION DES DETTES SELON LA DUREE RESIDUELLE

Rubriques	D <= 3mois	3 mois < D <=1 an	1 an < D <= 5ans	D > 5 ans
Dettes envers Ets de Crédit	292 051	249 364	1 209 638	288 000
Dettes à vue (1)	20 274			
Dettes à terme (2)	271 777	249 364	1 209 638	288 000

Dont opérations internes avec le réseau

(1) à vue : 0 à terme : 1 875 044

VENTILATION DES DETTES SELON LA DUREE RESIDUELLE (suite)

Rubriques	D < = 3mois	3 mois < D < =1 an	1 an < D < = 5ans	D > 5 ans	Total
COMPTES DE LA CLIENTELE					4 543 061
compte d'épargne à régime spécial:					
A vue	1 689 340				1 689 340
A terme	275 778	118 423	488 903	321 697	1 204 801
Autres dettes à vue :					
Comptes ordinaires	948 548				948 548
Autres sommes dues	15 202				15 202
Autres dettes à terme (comptes créditeurs)	90 812	42 488	450 119	101 751	685 170
DETTE REPRESENTEES PAR UN TITRE					261 259
Bons	14 889	7 682	3 122		25 693
TCN	4 935	5 952	7 083	11 340	29 310
Titres du marché interbancaire	3 756	25 000	34 500	143 000	206 256

PORTEFEUILLE TITRES

Mouvements du portefeuille titres

CATEGORIES DE TITRES	PLACEMENT		INVESTISSEMENT		
	VALEUR	COMPTABLE	MARCHE	COMPTABLE	MARCHE
Titres à revenu fixe (effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe)		51 947	51 894	35 375	34 943
Bons du trésor					
Titres du marché interbancaire					
Certificats de dépôts					
BMTN					
Obligations (1)		51 897	51 894	35 340	34 943
Créances rattachées		50		35	
Différence positive ou négative entre prix d'acquisition et prix de remboursement		3		10	
Actions et autres titres à revenu variable		2 815	1 826		
Actions (2)		499	499		
Parts d' OPCVM court terme					
Autres parts d'opcvm		2 316	1 327		
Moins values latentes					
obligations et autres titres à revenu fixe		36		0	
Obligations		36			
TCN				0	
actions et autres titres à revenu variable		987			
titres d'investissement vendus avant échéance				0	0

(1) Les émetteurs de titres à revenu fixe sont tous des établissements de crédit. Le montant des titres provenant d'émetteurs non résidents s'élève à 84 736 K€

La ventilation par durée résiduelle des titres à revenu fixe est effectuée dans le tableau « **Ventilation des créances selon leur durée résiduelle** »

(2) Les actions sont exclusivement composées d'actions cotées en USD détenues sur la société VISA INC

OPCVM

Le portefeuille OPCVM comporte 2 316 K€ de parts d'OPCVM non cotées. Ce sont tous des OPCVM de la zone euro.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

NATURE	MONTANT	PROVISIONS	NET 2009	NET 2008
PARTS DES ENTREPRISES LIEES (1)				
établissements de crédit cotés	26 095		26 095	25 886
établissements de crédit non cotés (2)	96 683	24 452	72 231	72 149
autres entreprises à caractère financier	31 424	120	31 304	29 853
autres entreprises à caractère non financier	2 484		2 484	2 286
TOTAL PARTS DES ENTREPRISES LIEES	156 686	24 572	132 114	130 174
TITRES DE PARTICIPATION				
établissements de crédit				8
autres entreprises à caractère financier				
autres entreprises à caractère non financier	1 051	11	1 040	1 035
Parts dans SCI	2		2	2
Avances SCI	205		205	227
Certificats d'association du FGI	1 619		1 619	1 619
Créances rattachées	685		685	685
TOTAL TITRES DE PARTICIPATION	3 562	11	3 551	3 584

(1) Les participations du CMC dans les filiales incluses dans le périmètre de consolidation nationale du Crédit Mutuel sont classées PCEC «Parts d'entreprises liées» puisque détenues à 100% par groupe CM-CIC.

(2) Suite à la crise financière, une provision avait été constituée en 2008 à hauteur de 24 452 € sur les titres de la BFCM.

TABLEAU DES FILIALES ET DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves + report à nouveau avant affectation	Quote part du capital détenue	Valeur comptable des titres	
				Brute	Nette
FILIALES détenues à 100 %					
- SCICM	1 331	0	100%	1 331	1 331
- SI DU CENTRE	335	342	100%	335	335
PARTICIPATION > 10 % et < à 50 %					
- GIE CLOE FOURNITURES(1)	1 000		35%	350	350
- SCI LES JARDINS DE ST CYR	1,6		19%	0,30	0,30
- SCI VILLA DE FLORENCE	1,6		30%	0,50	0,50
- SCI LE CLOS DES TILLEULS	1,6		30%	0,50	0,50
- SCI LE CLOS DE LA JEUNETTE	1,6		30%	0,50	0,50
- SCI LES JARDINS DU CARROI	1,6		10%	0,2	0,20
- SCI VILLA TOSCANE	1,6		30%	0,50	0,50
AUTRES FILIALES, AUTRES PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES FRANCAISES				158 232	133 638

TABLEAU DES FILIALES ET DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS (suite)

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Prêts et avances consentis	Montant des cautions ou avals	Contrats d'échange d'intérêts	PNB ou CA HT	Résultat	Dividendes encaissés
FILIALES détenues à 100 %						
SCICM	26 343	18		3 236	-170	
SI DU CENTRE	0	114		10	-4	
PARTICIPATION >10 % et < à 50 %						
GIE CLOE FOURNITURES						
SCI LES JARDINS DE ST CYR	14				20	4
SCI LE CLOS DES TILLEULS				105	26	8
SCI LES JARDINS DU CARROI					18	2
SCI VILLA TOSCANE				843	25	7
SCI VILLA DE FLORENCE					-1	
SCI LE CLOS DE LA JEUNETTE	191				241	72
AUTRES FILIALES, AUTRES PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES FRANCAISES						
SODELEM	24 897	28 630				92
CCCM	153 416					193
BFCM	122 723	122 723	30 000			
CIC			595 000			209
AUTRES	47					

AUTRES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES

- BFCM Société anonyme 87 750 soit 0,67 %,
- CIC Société anonyme 26 095 soit 0,59 %,
- CCCM Société coopérative à capital variable (titres réseau Crédit Mutuel)
 - Parts A CCCM : 1 955 K€ soit 3,42 %
 - Parts B CCCM : 3 526 K€ soit 5,76 %
- ACM Société anonyme 26 897 K€ soit 1,81 %,
- SODELEM Société anonyme 3 452 K€ soit 9,8 %

PROVISIONS POUR RISQUE DE CONTREPARTIE

Nature	31/12/2008	Dotations	Reprises	31/12/2009
Provision pour dépréciation obligations douteux compromis (1)	4 500		-4500	0
Provisions pour dépréciation des créances nominales (actif)	56 446	19 340	-11 845	63 941
Provisions pour dépréciation des créances actuarielles art 13 CRC 2002-03 (actif)	4 529	3 269	-1 971	5 827
Provisions sur engagements par signature (passif)	1 160	628	-164	1 624

(1) Provision pour les obligations LEHMAN BROTHERS.

CAPITAUX PROPRES

Capital social :

Catégories de Parts sociales	montant début d'exercice	montant fin d'exercice
parts sociales A	5 983	5 986
parts sociales B	183 766	203 865
parts intérêts prioritaires / PANC	79 600	79 600
Capital social	269 349	289 451

Détail des variations des capitaux propres durant l'exercice 2009:

Rubriques	début exercice	changement de méthode	affectation résultat 2008	variations de l'exercice	Fin de l'exercice
capital	269 349			20 102	289 451
réserves légales	64 810		6 046		70 856
boni de fusion et réserves	34 297				34 297
réserves statutaires	45 956		2 551		48 507
autres réserves	20 982				20 982
report à nouveau	0				0
intérêts statutaires	0		7 926		0
Résultat	16 523		-16 523		24 426
FRBG	139 018			480	139 498
TOTAL	590 935	0	0	20 582	628 017

FRBG :

Le FRBG s'est accru de 480 K€, accroissement de 460 K€ du fonds de solidarité.

Le fonds pour risques bancaires généraux comporte :

- la provision pour risques généraux pour 121 816 K€
- le fonds de solidarité conformément à la réglementation du Crédit Mutuel pour 17 681 K€

Le FRBG représente 23,1 % des fonds propres du CMC avant affectation du résultat contre 23,5 % en 2008.

PROVISIONS

rubriques	31/12/08	Dotations	Reprises	31/12/09
- Provisions pour CAT à taux progressif	702	1 887	383	2 206
- Provision épargne logement	5 947	417	171	6 193
- Provisions pour impôts	0	214		214
- Provision générale pour risque de crédit (1)	36 285		6 868	29 397
- Provisions/engagements par signature	1 160	628	164	1 624
- Provisions risques PBA	750	61		811
- provisions pour risques défendeurs et divers	891	227	288	830
TOTAL	45 715	3 434	7 874	41 275

(1) La provision générale pour le risque de crédit (ou provision ex ante = provisionnement d'avance par appréciation statistique) s'élève à 29 397 K€. Une reprise de provision de 6 868 K€ a été effectuée et répartie auprès de chaque caisse prêteuse au prorata des encours de crédit à la clientèle pour réduire partiellement le coût du risque.

Montant des Encours PEL CEL gérés au 30 novembre 2009 pour calcul provision EPL :

Rubriques	0-4 ans	4-10 ans	+ 10 ans	TOTAL
Montant des encours collectés au titre des PEL Phase Epargne	106 702	261 788	39 005	407 495
Montant des encours collectés au titre des CEL Phase Epargne				133 419
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL CEL				50 060

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Rubriques	Montant 2008	Dotation /acquisition	Cession /reprise	retraitement	Montant 2009
Fonds de commerce	632			0	632
Logiciels informatiques	65		41		24
Droit au bail et autres immo incorporelles	3 508	1 436			4 944
Total Immo. Incorporelles	4 205	1 436	41	0	5 600
Provision FDC	632				632
Amort . Logiciels informatiques	57	7	41		23
Amort . Droit au bail et autres immo incorporelles	559	32			591
Total Amort. Immo. Incorporelles	1 248	39	41		1 246

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Rubriques	Montant 2008	Dotation /acquisition	Cession /reprise	retraitement	Montant 2009
Immobilisations en cours	2	2			4
Terrains	1 471				1 471
Construction exploitation	10 013	12			10 025
Construction équipement exploitation	16 421	1 521	37		17 905
AAI Immobilier d'exploitation	21 838	728	864		21 702
AAI Mobilier d'exploitation	4 762	94	596		4 260
Matériel de transport	970	159	121		1 008
Mobilier et matériel de bureau	870	3	26		847
Matériel de sécurité	9 919	158	1 489		8 588
Autres matériels d'exploitation	5 784	289	249		5 824
Total Immo. Corporelles	72 048	2 966	3 382	0	71 634
Amort.Construction exploitation	2 343	252			2 595
Amort.Construction équipement exploitation	6 673	1 223	17		7 879
Amort. AAI Immobilier d'exploitation	15 142	1 410	768	-4	15 780
Amort. AAI Mobilier d'exploitation	3 960	203	528	4	3 639
Amort.Matériel de transport	578	208	116		670
Amort.Mobilier et matériel de bureau	591	126	25		692
Amort.Matériel de sécurité	9 151	416	1 440		8 127
Amort.Autres matériels d'exploitation	4 012	378	228		4 162
Total Amort. Immo. Corporelles	42 450	4 216	3 122	0	43 544

DETAIL DES COMPTES AUTRES ACTIFS /AUTRES PASSIFS

Rubriques	31/12/2009	31/12/2008
TDI/CODEVI	0	0
Etat impôts et taxes	45 842	42 234
Autres débiteurs divers	45 486	48 285
autres stocks et assimilés	4	4
intérêts à recevoir CODEVI		0
Compte clients	123	66
Compte dépôts matif	137	
Total Autres actifs :	91 592	90 589
Versement a effectuer entreprises liées	198	713
Etat impôts et taxes	14 937	20 625
Autres créditeurs divers	3 006	2 824
Dépôts et cautionnements	80	77
Autres dépôts clients	137	0
Comptes de clients		10
Total Autres passifs :	18 358	24 249

DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION

Rubriques	31/12/2009	31/12/2008
Valeurs reçues à l'encaissement	19 413	8 266
comptes d'ajustement devises	18	
Swaps tx achats (flux intérêts à percevoir)	1 954	4 402
Charges constatées d'avance	89	87
Produits à recevoir	4 548	4 835
Frais à étaler emprunt SFEF	1 411	43
Prime remboursement CRH	1 590	2 882
Comptes divers	20 887	31 975
Total Comptes régularisation Actif:	49 910	52 490
Comptes sur opérations de recouvrement	15 326	5
Swaps tx ventes (flux intérêts à payer)	1 875	3 955
charges à payer	13 606	15 779
Produits constatés d'avance	38 624	33 018
Comptes de régularisation interne	2 785	3 673
Total Comptes régularisation Passif:	72 216	56 430

4.2 INFORMATIONS RELATIVES AU HORS-BILAN**OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME (swaps)**

9 swaps de taux d'intérêts sont classés en portefeuille de micro-couverture pour un montant nominal de 110 000 K€selon détail ci-dessous :

Contrepartie	Date mise en place	Date échéance	Montant nominal	Juste valeur
CIC	2004	2014	5 000	436
CIC	2004	2014	5 000	449
CIC	2004	2011	5 000	306
CIC	2004	2010	10 000	346
CIC	2004	2010	10 000	350
CIC	2005	2015	20 000	1077
BFCM	2005	2015	12 000	297
BFCM	2005	2015	18 000	522
CFCM CEE (1)	2005	2017	25 000	1181
			110 000	4 964

(1) opération effectuée dans le cadre du réseau Crédit Mutuel

13 swaps de taux d'intérêts pour un montant nominal de 540 000 K€ sont classés en portefeuille de macro-couverture selon détail ci-dessous :

Contrepartie	Date mise en place	Date échéance	Montant nominal	Juste valeur
CIC	2007	2010	60 000	-1158
CIC	2007	2010	60 000	-1198
CIC	2007	2010	25 000	-480
CIC	2007	2010	15 000	-423
CIC	2007	2011	50 000	-3609
CIC	2007	2011	50 000	-2581
CIC	2007	2012	50 000	-3477
CIC	2007	2013	30 000	-2258
CIC	2007	2013	80 000	-6260
CIC	2007	2014	50 000	-4308
CIC	2007	2014	40 000	-3282
CIC	2007	2014	15 000	-1212
CIC	2007	2015	15 000	-1245
			540 000	-31 491

Pour le calcul du risque de contrepartie, ces swaps sont évalués selon la méthode du prix de marché.

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31 12 2009	31 12 2008
ENGAGEMENTS DONNES (financement + garantie)	709 729	614 013
Engagements de financement	592 480	498 754
<i>Engagements de financement en faveur des établissements de crédit (1)</i>	14 128	15 630
<i>Engagements de financement en faveur de la clientèle :</i>	577 066	481 818
Ouvertures de Crédit	209 644	201 404
Crédits à utiliser (2)	367 389	280 185
Credoc import	33	229
Engagements douteux	1 286	1 306
Engagements de garantie	117 249	115 259
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédits	56 346	56 567
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	60 903	58 692
<i>dont Engagements de garanties douteux clientèle</i>	4 314	2 104
ENGAGEMENTS RECUS	498 030	477 168
Engagements de garantie reçus des établissements de crédits (3)	498 030	477 168
ENGAGEMENTS DE TITRES A LIVRER	489	672
ENGAGEMENTS DE TITRES A RECEVOIR	489	672

(1) Ce poste comprend essentiellement les engagements de refinancement accordés à SODELEM pour 4000 K€ et à la Caisse de Refinancement à l'Habitat pour 10 128 K€

(2) Cette rubrique comprend les encours de crédits amortissables restant à débloquent.

(3) Les engagements de garanties reçus comportent essentiellement les cautions donnés par Crédit Logement pour un montant de 455 435 K€ dans le cadre de la distribution des Prêts Habitat.

Les créances affectées en garantie à la BFCM dans le cadre des opérations avec la SFEF sont inscrites en hors bilan pour un montant de 122 723 K€. Elles ne sont pas reprises en hors bilan réglementaire ci-dessus

4.3 INFORMATION SUR LE COMPTE DE RESULTAT

INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES

Rubriques	31/12/2009	31/12/2008
Produits sur opérations de trésorerie	38 122	71 224
Produits sur opérations avec la clientèle	252 849	274 848
Produits sur opérations sur titres	3 647	7 466
Produits sur prêts subordonnés et titres de participation	112	52
Total	294 730	353 590

INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Rubriques	31/12/2009	31/12/2008
Charges sur opérations de trésorerie	69 375	90 548
Charges sur opérations avec la clientèle	137 140	170 831
Charges sur opérations sur titres	12 357	13 262
Charges sur prêts subordonnés et titres de participation	18	0
Total	218 890	274 641

COMMISSIONS

	encaissées 31/12/2009	payées 31/12/2009	encaissées 31/12/2008	payées 31/12/2008
opérations interbancaires	612	1	695	3
opérations avec la clientèle	30 220	11	29 560	12
opérations sur titres	15	31	18	23
opérations sur titres clientèle	4 721		4 891	
opérations sur étranger	10		17	1
opérations sur engagements HB	50	43	35	24
opérations sur moyens de paiement	16 607	10 328	15 818	8 383
prestations financières (1)	25 614	1 184	22 736	1 339
Total	77 849	11 598	73 770	9 785

(1) Les prestations financières comportent les commissions encaissées sur l'activité assurance auprès des ACM pour 21 907 K€ se décomposant essentiellement en commissions produits assurance vie et emprunteur pour 13 880 K€ et commissions IARD pour 8 027 K€

REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

Rubriques	2009	2008
Actions et autres titres à revenu variable	14	1 540
Participations et autres titres détenus à long terme	160	386
Parts dans les entreprises liées	2 469	4 841
Total	2 643	6 767

GAINS OU PERTES SUR PORTEFEUILLE DE PLACEMENT

Rubriques	dotations aux provisions	moins valeur de cessions	reprises de provisions	plus valeur de cessions	Net 2009	Net 2008
titres de placement		-103	2 693	198	2 788	-2 539
Total	0		2 693		2 788	-2 539

CHARGES GENERALES D EXPLOITATION

Rubriques	31/12/2009	31/12/2008
frais de personnel:	64 035	64 245
salaires et traitements:	39 642	38 390
charges sociales et de retraite	17 596	16 396
impôts et taxes sur rémunération	4 896	5 546
intéressement et participation	2 937	4 004
autres refacturation	-1 036	-91
impôts et taxes	3 264	3 584
services extérieurs	34 647	32 298
Loyers et locations	6 581	6 114
services ext des stes du groupe	3 364	1 805
transports et déplacements	1 493	1 616
autres services extérieurs	23 209	22 763
TOTAL	101 946	100 127

COUT DU RISQUE

Rubriques	dotations aux provisions	créances irrécouvrables	reprises de provisions	recouvrement sur créances apurées	Net 2009	Net 2008
créances douteuses	-22 128	-3 627	12 973	499	-12 283	-2 540
Obligations douteuses (1)		-4 392	4 500		108	-4 500
engagements par signature	-628	-603	164		-1 067	-511
provisions pour risques			6 868		6 868	-1 500
Total	-22 756	-8 622	24 505	499	-6 374	-9 051

(1) La reprise de provision et la perte sur créances irrécouvrables sur les obligations Lehman Brothers sont intégrés dans le cout du risque.

GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Rubriques	dotations aux provisions	moins value	reprises de provisions	plus value	Net 2009	Net 2008
titres de participation	-88	-74	5	59	-98	37 899
immobilisations		-234		36	-198	-126
Total	-88	-308	5	95	-296	37 773

IMPOTS SUR LES BENEFICES

Rubriques	2009	2008
Impôt à taux normal 33,33%	-10 093	-11 427
Impôt à taux réduit 15 %	-525	-539
Crédit d'impôt	228	45
Régularisation IS exercice ant	141	
Contribution sociale 1%		-82
Dégrèvement IS		32
Lissage crédit impôt PTZ	1 577	1 119
Redressement	-150	-375
Reprise de provision sur redressement IS		70
Total	-8 822	-11 157

4.4 AUTRES INFORMATIONS

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION PAR ACTIVITE

La formation du PNB et des soldes intermédiaires de gestion provient à 100 % de l'activité clientèle (particuliers, professionnels et PME) au CMC.

PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2009 s'élevant à 24 426 €

Distributions (intérêts des parts sociales) : 9 286 K€
Affectation en réserves 15 140 K€

INFORMATIONS SUR LE RISQUE DE CREDIT (en K€)

Ventilation des encours par secteur économique :

Le CMC a pour principale activité la banque de détail et de ce fait ne présente pas d'informations sectorielles.

Ventilation par zone géographique :

Compte tenu de l'activité régionale du CMC, la ventilation par zone géographique n'est pas significative,

Ventilation par contrepartie :

La ventilation retenue par contrepartie est issue du découpage réalisé dans les catégories FINREP

Contreparties	Encours
Etat et Banques centrales	970 923
Administrations publiques	145 020
Etablissements de crédit	906 830
Dont Crédit Mutuel réseau	578 432
Grandes entreprises	468 579
Particuliers et Petites entreprises	5 079 444
Immobilisations non ventilées)	32 444
Total	7 603 240

Ventilation des créances douteuses par agents économiques :

	créances douteuses	provisions	créances nettes
Administrations publiques	5	5	0
Grandes Entreprises	16 164	8 708	7 456
Particuliers et Petites Entreprises	100 891	61 055	39 836
Total	117 060	69 768	47 292

Taux de couverture des créances douteuses et douteuses compromises :

	31/12/2009	31/12/2008
Taux de couverture hors provision actuarielle	54,62 %	60,12 %
Taux de couverture avec provision actuarielle	59,60 %	64,58%

INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL

Ventilation de l'effectif en CDI au 31 décembre 2009:

Rubriques	Femmes	Hommes	Total
Cadres	141	214	355
Maitrises	649	201	850
Employés	1	5	6
Total	791	420	1 211

Engagements de retraite et primes de médailles :

La Caisse de Crédit Mutuel Agricole du Centre (employeur unique du Crédit Mutuel du Centre) est engagée par accord d'entreprise au versement d'indemnités lors du départ en retraite des salariés et lors de promotions de médailles du travail.

Elle a souscrit auprès des Assurances de Crédit Mutuel (ACM) un contrat d'indemnités de fin de carrière et un contrat pour les primes de médaille. Les ACM procèdent chaque année à l'estimation de ces engagements et au montant des cotisations à verser.

Hypothèses utilisées :

Evolution Salariale	%
Taux de rotation	De 0 à 30 ans : 9,09 % De 31 à 40 ans : 6,00 % De 41 à 50 ans : 1,87 % A partir de 51 ans : 1,09 %
Mortalité	TV 88-90
Taux d'actualisation	4,10 % (OAT 25 ans)

L'âge de départ à la retraite a été porté à 62 dans les hypothèses retenues pour le calcul du passif social et des cotisations à verser.

Evaluation des engagements et cotisations versées capitalisées :

Nature des engagements	Evaluation des engagements pris par la CMA Centre	Provision disponible aux ACM (cotisations versées capitalisées)
Indemnités fin de carrière	5 451 K€	4 926 K€
Médailles du travail	2 294 K€	2 049 K€

Les engagements sont intégralement couverts après constatation au 31/12/2009 d'une charge à payer pour versement aux ACM d'un complément de prime d'IFC de 800 K€

Rémunération des Dirigeants

Pour l'exercice 2009, la rémunération des membres du Directoire s'élève à 579 K€

Aucun nouveau crédit et ni avance n'ont été accordés aux membres du Directoire pendant l'exercice.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des deux cabinets de Commissaires aux Comptes s'élèvent 109 900 € Hors Taxes pour l'exercice 2009 se répartissant en 93 500 € pour la certification de nos comptes en CNC et 16 400 € pour la validation des liasses de consolidation en normes IFRS (contribution à la Consolidation Nationale CM-CIC)

Rapport de Gestion

Conformément à l'article 9 du CRBF 91-01 (modifié par l'article 12 du CRBF 94-03) le rapport de gestion du groupe est tenu à la disposition du public au siège de la CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL DU CENTRE 105, rue du Faubourg Madeleine 45920 Orléans Cedex 9.

Crédit Mutuel du Centre

**RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**



**Commissariat
aux comptes titulaire**

La S.A. GRANT THORNTON
Représentée par
M. Gérard de FOURNAS
100, rue de Courcelles
75849 Paris Cedex 17

Cabinet MAZARS & GUERARD
Représenté par M. MASIERI
61, rue Henri Regnault
92075 La Défense Cédex

**Commissariat
aux comptes suppléant**

IGEC
M. Jean-Pierre CORDIER
3, rue Léon Joste
75017 Paris

M. Guillaume POTEL
61, rue Henri Regnault
92075 La Défense Cédex

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes globalisés

Crédit Mutuel du Centre

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes globalisés du Crédit Mutuel du Centre, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes globalisés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes globalisés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

La crise financière et économique a de multiples impacts sur les établissements de crédit, notamment sur leurs activités, leurs résultats, leurs risques et leur refinancement. C'est dans un contexte de hausse exceptionnelle de la volatilité et de la corrélation, de contraction généralisée de la liquidité ainsi que d'incertitude sur l'évolution des marchés et des conditions économiques, qu'en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à des activités (Notes 4.3 et 4.4 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des provisions spécifiques à l'actif et au passif du bilan.
- Votre société détient des positions sur titres et sur instruments financiers. La note 4.2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et aux instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes globalisés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes globalisés.

Paris et Courbevoie le 29 mars 2010

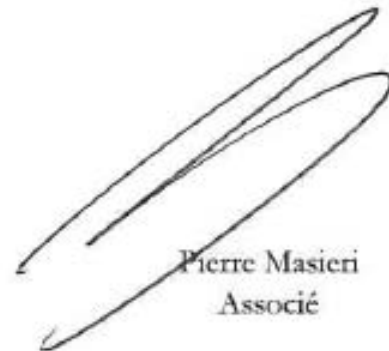
Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton
International



Gérard de Fournas
Associé

Mazars



Pierre Masieri
Associé

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions et engagements réglementés dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de tels conventions et engagements.

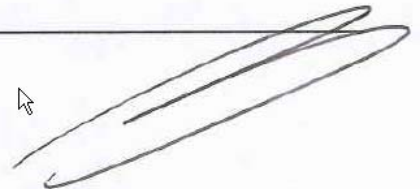
Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L. 225-86 du Code de commerce.

Fait à Paris et Courbevoie, le 29 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Pierre MASIERI



GRANT THORNTON

Gérard DE FOURNAS

